

Les fondements historiques de l'option séparatiste dans le Québec

Fernand Ouellette

Volume 4, numéro 21, mars 1962

Le séparatisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/59878ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ouellette, F. (1962). Les fondements historiques de l'option séparatiste dans le Québec. *Liberté*, 4(21), 90–112.

Les fondements historiques de l'option séparatiste dans le Québec

FERNAND OUELLET

Depuis quelques années, notre nationalisme est à nouveau entré dans un de ses moments de crise qui, encore une fois, donne libre cours aux tendances séparatistes. N'est-ce pas là un phénomène coutumier en période de récession économique ou de tensions militaires graves? Ce qui voudrait dire qu'une fois les malaises économiques actuels disparus, le nationalisme retrouvera ses options traditionnelles. C'est probablement à un tel dénouement que songeait M. André Laurendeau lorsqu'il posa aux lecteurs de la *Revue Maclean* la question suivante: "Le nationalisme s'enracinera-t-il mieux qu'en 1936?" Evidemment il n'est pas aisé de reconnaître, à travers la multiplicité des options fondamentales que prend maintenant le Canada français, toutes celles qui représentent des tendances irrésistibles de notre évolution. Il n'est toutefois pas impossible de parvenir, après examen, à distinguer les défis vitaux (ceux qui précisément sont chargés d'avenir) des poussées subites de fièvre qui ne s'articulent à aucune force permanente et qui, au contraire, n'expriment que des malaises temporaires. La vague séparatiste ne serait-elle pas dans la conjoncture présente, qu'une manifestation secondaire de l'effervescence qui accompagne la revision

de nos valeurs traditionnelles ? Même si le nationalisme constitue encore l'idéologie dominante du Canada français, il n'est plus le seul modèle susceptible d'inspirer nos réponses aux impératifs du monde moderne. D'ailleurs ce nationalisme porte à un si haut point l'empreinte de notre univers traditionnel qu'il risque de n'avoir pas la force de se renouveler au même rythme que notre vision du monde et des réalités qui nous entourent. A plus forte raison en est-il ainsi du séparatisme, dont les racines historiques sont tellement plus précaires.

A. *Les origines du nationalisme canadien-français :*

A quand remonte le nationalisme canadien-français ? Voilà une question qui paraîtra superflue aux yeux de tous ceux qui n'acceptent pas de considérer le nationalisme comme un phénomène très récent dans l'évolution de l'humanité. Après s'être rallié pendant plusieurs siècles autour de l'idée unificatrice de *chrétienté*, le monde occidental s'est par la suite regroupé en fonction de la notion de *fidélité au prince*. C'est l'idéal monarchique qui devient alors le sentiment le plus fort. Puis, au début du 19^e siècle, de nouveaux systèmes de valeurs sont proposés aux hommes. Le *principe des nationalités*, qui affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et les *idées de liberté* inspirent maintenant les efforts de ceux qui désirent reconstruire le monde sur des bases nouvelles. Le Canada du début du 19^e siècle n'a pas échappé à ces influences. De 1802 à 1830, les mots *nation*, appliqués au groupe canadien-français, *nationalité*, libéralisme et *Canadiens français* deviennent d'un usage courant. Quant au terme nationalisme, il n'obtiendra droit de cité qu'au cours des deux décennies suivantes. Faire remonter notre nationalisme au régime français ou même à la seconde moitié du 18^e siècle, c'est attribuer aux hommes de cette époque un système de valeurs auquel ils n'étaient pas encore éveillés. Les termes *Canadiens*, pour désigner les Canadiens français, de même que anciens et nouveaux sujets, fréquemment employés après 1760, n'impliquent pas une adhésion au nationalisme; ils indiquent tout au plus la prise de conscience d'une diversité qui n'échappait à personne.

1. *La collaboration des races (1760-1802) : -*

D'ailleurs très peu de choses pouvaient servir, en cette se-

conde moitié du 18^e siècle, à fonder un nationalisme agissant. (1) A part la substitution des métropolitains anglais aux métropolitains français à certains échelons de l'administration, la Conquête n'avait provoqué aucune brisure importante dans les structures économiques et sociales de la colonie qui se maintiendront telles quelles pendant une quarantaine d'années. Le commerce des fourrures, un instant menacé par la *Proclamation royale* de 1763, conserve son statut dominant. Ce n'est pas une simple forme d'activité économique parmi tant d'autres, c'est aussi un principe d'intégration des individus à la société. Ce monde des fourrures, malgré sa simplicité, est diversifié et il véhicule des valeurs. Les hommes qui en font partie, qu'ils soient commerçants, canotiers ou coureurs des bois, ont les mêmes intérêts généraux, les mêmes goûts et aussi les mêmes ennemis. Comme à l'époque française, l'adversaire, c'est le traiteur de la Nouvelle-Angleterre; c'est la *Compagnie de la Baie d'Hudson*. En s'installant sur les bords du Saint-Laurent, les commerçants anglais ont épousé une cause qui est aussi celle des Canadiens d'origine française. Cette communauté d'intérêts et d'existence entre les Canadiens français et les Anglais de la vallée du Saint-Laurent rend les différences culturelles aisément acceptables. Ce monde des fourrures n'est pas raciste; il invite plutôt à la collaboration des races.

Une situation semblable existe dans le secteur agricole où s'occupe la majeure partie de la population. Après comme avant 1763, le paysan continue, dans de nombreux cas, à combiner la culture du sol et la traite des fourrures. Non seulement le régime seigneurial est maintenu mais, grâce à l'expansion progressive du marché extérieur, l'agriculture connaît maintenant une certaine prospérité qui s'accroît de décennie en décennie. Certes la population augmente très rapidement mais l'abondance des terres disponibles facilite les nouveaux défrichements. Au total, excepté en période de mauvaises récoltes ou de crise militaire, les paysans n'ont pas à se plaindre du nouveau régime, ce qui apaise leur xénophobie native. Bien au contraire, on tend de plus en plus à attribuer cette prospérité à l'arrivée des Anglais. L'anglomanie fera même son apparition. Mgr Hubert et Mgr Plessis n'hésiteront pas à faire des éloges sans réserves du nou-

(1) F. Ouellet, *M. Michel Brunet et le problème de la conquête*. Dans BRH, (1956). J. Hamelin. *Economie et société en Nouvelle-France*, PUL, (1960).

veau régime. Ils iront même jusqu'à considérer la Conquête comme un événement providentiel. Evidemment ils songeaient avant tout aux conséquences de la Révolution française dont l'Angleterre combattait l'oeuvre; mais rares étaient ceux qui auraient eu le goût de les contredire. Il faudra attendre le début du 19e siècle pour que de tels éloges paraissent inconsiderés.

Ces réalités économiques confèrent au paysage politique une allure assez particulière dans un contexte colonial. En quelques années, les objectifs mis de l'avant par la *Proclamation royale de 1763* sont abandonnés. Trop peu nombreux, les Anglais ne réussissent pas à faire accepter leur propre conception de l'avenir de la colonie. Au contraire, le faible rythme du développement économique pendant les vingt-cinq premières années du régime, l'absence d'immigration massive, autant que le mouvement révolutionnaire américain et que la sympathie des gouverneurs, imposent une politique axée sur les désirs du groupe français. Ici les tenants de *l'histoire-persécution* sont mal servis. Les Canadiens d'origine française se voient octroyer, d'abord dans la pratique et ensuite d'une manière officielle par l'Acte de Québec, la liberté religieuse la plus complète et cela au moins soixante ans avant l'Angleterre et bien avant qu'eux-mêmes n'aient appris les rudiments de la tolérance en matière religieuse. Les seules concessions importantes faites à la minorité commerçante anglaise sont le droit criminel anglais et la liberté illimitée de tester. Cette politique est exactement à la mesure du réalisme britannique, presque toujours disposé, du moins en ce qui concerne le Canada, à accepter la leçon des faits. Les seuls mécontentements organisés proviennent des marchands anglais et, à un moindre degré, de quelques hommes d'affaires canadiens-français, qui s'insurgent contre un gouvernement si peu soucieux de tenir compte des intérêts commerciaux.

Cette façon de concevoir l'avenir du Canada inspire aux dirigeants anglais certaines attitudes sociales. Non seulement l'Etat recherche l'appui de l'Eglise, dont il apprécie l'influence à sa juste valeur, mais il tient à s'associer l'aristocratie foncière, la seule élite laïque d'une société à prédominance française. Ainsi s'expliquent les efforts des gouverneurs pour rétablir le prestige de la classe déclinante des seigneurs et de l'ancienne noblesse. Ces préoccupations essentielles, dans le contexte monarchique du temps, ne disparaissent qu'au début du 19e siècle.

Malgré certaines inégalités inhérentes au système colonial, dont personne ne songe pourtant à contester la valeur, la politique anglaise se révèle nettement favorable au groupe français. Le bilinguisme est d'abord le fait de la minorité anglo-saxonne. En fait les institutions politiques avaient été assez peu modifiées par suite de l'annexion à l'Empire britannique. A part quelques différences de détails, elles perpétuaient l'ancien ordre des choses. Les Canadiens français étaient opposés au parlementarisme ; l'Angleterre ne l'implantera que le jour où l'immigration des Loyalistes exigera qu'on tienne compte des aspirations d'une minorité britannique importante ; que le jour où, grâce à l'activité d'une élite commerçante, l'esprit capitaliste aura suffisamment pénétré la vie coloniale. Encore là les décisions prises en 1791 sont empreintes de la plus grande prudence et elles ne visent qu'à reconnaître l'existence d'une bourgeoisie dynamique, qui a besoin du parlementarisme pour jouer son rôle. Il reste que l'introduction du système parlementaire au sein d'une population illettrée posera, à long terme, des problèmes énormes. L'erreur commise par l'Angleterre en 1791 a été d'accorder le droit de vote à une trop forte proportion de la population, ce qui empêchera, en laissant le champ libre aux tendances extrémistes, une adaptation progressive des Canadiens français aux impératifs du nouveau système.

2. *Le premier nationalisme canadien-français (1802-1826) :*

La bonne entente qui existait entre les deux races au moment de l'implantation du parlementarisme permettait de croire que ce système fonctionnerait sans trop de difficultés. Mais les transformations économiques et sociales qui se produisent à la charnière des 18^e et 19^e siècles vont modifier considérablement l'atmosphère qui avait régné jusque là dans la colonie. Déjà d'ailleurs, depuis 1784, l'infériorité économique des Canadiens français était devenue beaucoup plus manifeste. Les commerçants canadiens-français avaient été incapables de s'adapter aux conditions nouvelles qui prévalaient dans le commerce des fourrures. Dans une conjoncture qui exigeait la réunion des efforts et la concentration des capitaux, ils étaient demeurés résolument individualistes. Leur conservatisme et leur peur du risque les empêcheront d'investir leurs capitaux dans les nouveaux secteurs de l'économie. Cette orientation sera telle qu'au début du

19^e siècle le Canada français manquera d'une classe d'hommes d'affaires dynamiques capables de définir ses objectifs collectifs en fonction des circonstances nouvelles et non pas seulement en regard du passé. A cette époque si décisive où les lignes de force de l'économie et de la société s'orientent différemment et cela, en quelques années, le Canadien français n'a pour orienter son destin qu'une petite bourgeoisie (notaires, avocats, médecins, arpenteurs et petits commerçants des villes et des campagnes) au reste assez peu consciente des impératifs nouveaux et, par conséquent, peu apte à entraîner la masse de ses compatriotes à les assumer.

En effet la montée de cette classe moyenne constitue le phénomène social le plus marquant de la fin du 18^e siècle. Issus en majorité du milieu paysan, ces petits bourgeois n'auront ni l'envergure ni la préparation suffisante pour comprendre, au milieu des bouleversements qui s'accomplissent et qui les dépassent, les besoins généraux du Canada. C'est non seulement le commerce des fourrures qui entre alors dans sa phase de déclin, c'est en même temps le commerce du bois qui enregistre des bonds décisifs. Au moment où le marché extérieur et intérieur favorise de plus en plus les producteurs de céréales, le Bas-Canada voit son agriculture se détériorer d'année en année jusqu'au jour où il deviendra le débiteur du Haut-Canada. Ajoutons à cela la croissance très rapide de la population et l'accélération de l'immigration anglo-saxonne à une époque où les terres disponibles se font plus rares dans les seigneuries et nous aurons le fond de scène sur lequel va s'articuler notre premier nationalisme. Ces réalités nouvelles posaient pourtant à la conscience canadienne-française certains défis concrets. Renouvellement des techniques agricoles, abolition du système seigneurial, réforme du droit civil, éducation primaire généralisée, formation d'ouvriers spécialisés, création d'une classe d'hommes d'affaires, nouvelle conception du rôle de l'Etat, telles étaient les principales urgences que comportait une adaptation lucide au présent. D'autre part, le bon fonctionnement du système parlementaire exigeait, pour que ces réformes de base soient réalisées en un temps relativement court, l'éclosion d'une élite politique qui aurait à promouvoir, avec l'aide des marchands anglais, cette revision en profondeur des cadres traditionnels. En dépit des efforts de certains Canadiens français pour s'adapter au parlementarisme, les progrès furent dans l'ensemble nettement in-

suffisants. Ce qui fit défaut à nos premiers parlementaires, c'est moins leur capacité de raisonner dans l'abstrait que leurs dispositions à saisir les réalités concrètes sur lesquelles devait s'articuler l'exercice du parlementarisme. Certes plusieurs députés avaient lu Blackstone, Montesquieu, Rousseau et Locke, mais cela était-il suffisant pour les amener à comprendre ce que devait être dans la pratique le parlementarisme canadien ?

C'est à la faveur de cette conjoncture difficile que les relations entre les deux groupes ethniques se détériorèrent. Les petits bourgeois canadiens-français, pas plus que les paysans, n'étaient disposés à accepter les changements radicaux que l'intrusion du capitalisme dictait à leur société. En voyaient-ils clairement la nécessité ? Étaient-ils psychologiquement préparés à le faire, eux qui vivaient encore sous la dépendance des valeurs statiques qui les avaient façonnés et auxquelles ils étaient encore attachés ? Il ne le semble pas.

Toujours est-il que notre nationalisme naquit au cœur même de cette situation éminemment favorable à une prise de conscience nationale comme à l'intériorisation par la bourgeoisie d'un péril collectif. Désormais, l'ennemi, c'est le marchand anglais, celui qui contrôle l'économie et qui, à ce titre, influence la politique. Il fait même figure de persécuteur. Le marchand anglais, c'est non seulement un rival politique et un concurrent sur le plan social, c'est aussi le moteur de valeurs susceptibles de porter atteinte à la culture canadienne-française. Dès lors la petite bourgeoisie se construit une vocation bien à elle qui consacre à la fois son rôle d'élite laïque et sa fonction de porte-parole autorisé des intérêts d'une société agricole et féodale. L'avenir du Canada, prétendent-ils, est dans l'agriculture et il serait illusoire de le chercher du côté du commerce et de l'industrie. Puisque ni le clergé, ni l'aristocratie foncière ne paraissent se rendre compte des dangers qui menacent la collectivité canadienne-française, la bourgeoisie prendra la tête d'un mouvement d'opposition à l'Anglais. Le parlementarisme n'est plus dans cette perspective qu'un instrument servant à la préservation des institutions nationales — sans égard à leur mérite — et de ses intérêts de classe. C'est à cette déviation du parlementarisme, bien plus qu'aux faiblesses du système adopté en 1791, qu'on doit le chaos politique qu'on a pris l'habitude de qualifier du nom pompeux de "nos luttes parlementaires". Dans le climat créé par l'aggravation progressive des conflits raciaux, dont l'évo-

lution reflète l'enracinement de la crise agricole, les principes constitutionnels ne sont plus qu'un arsenal où chacun va chercher des armes pour justifier ses options.

Heureusement notre premier nationalisme ne fut pas que refus du progrès et que recherche d'intérêts immédiats ou particuliers. En fraternisant avec les idées libérales, il déboucha sur des attitudes beaucoup plus positives. C'est probablement pour mettre l'accent sur cette seconde tendance que le *parti canadien* prit aussi le nom de parti *réformiste*. A ce titre il suscita un mouvement de réformes politiques et sociales qui révèle que la bourgeoisie entendait s'imposer comme élite laïque de la société canadienne-française. N'eût été la crainte maladroite de l'Anglais, ces efforts auraient donné avec le temps des résultats probants. Il en fut de même au niveau strictement politique où la bourgeoisie préconisa des améliorations de structures qui, à long terme, auraient corrigé certains abus par trop voyants. Mais, de part et d'autre, les préjugés de races mettaient des obstacles insurmontables au règlement de problèmes qui, en temps normal, auraient eu une solution plus rapide.

Notre premier nationalisme, comme on pourrait le croire, n'est pas l'adversaire du colonialisme ; bien au contraire, l'ensemble des classes moyennes canadiennes-françaises, comme le clergé et les seigneurs, admirent sincèrement l'Angleterre. Pour eux, l'Angleterre n'est pas encore la *marâtre*, dont parlera certain de nos chefs politiques. La méfiance qu'inspirent la France révolutionnaire et la démocratie américaine leur font apprécier la liberté britannique. Mais, selon eux, cette liberté, faite d'équilibre entre le principe monarchique et les libertés démocratiques, ne sera pleinement achevée que le jour où l'Angleterre aura implanté dans ses colonies un parlementarisme sans limites. C'était aller jusqu'à revendiquer la responsabilité ministérielle mais, du même coup, l'assujettissement des marchands anglais à la députation canadienne-française. C'était aussi réclamer, dans une conjoncture où le Canada avait besoin de la métropole pour progresser, une révision à tout prendre désavantageuse du système colonial. Il est évident que l'économie canadienne en aurait souffert énormément. Fidèle à son rôle d'arbitre entre les factions opposées, l'Angleterre préféra s'en tenir à des concessions mineures. Elle eut exactement la même attitude, lorsque en 1822, les marchands anglais préconisèrent l'union des Canadas. Elle n'accorda que certaines réformes devenues

indispensables. La prudence excessive de la métropole face à la solution des grands problèmes ne calma que temporairement les esprits.

B. *L'aventure séparatiste (1826-1939) :*

A partir de 1826, le nationalisme canadien-français évolue à pas réguliers vers des attitudes extrêmes. Peut-être faut-il attribuer cette orientation à certaines lacunes du système colonial ainsi qu'à l'agressivité plus marquée de beaucoup de Britanniques, mais ce ne sont pas là les principaux facteurs d'explication. Il y a bien l'influence décisive des chefs qui tendent à s'ancrer dans l'intransigeance ; mais on ne doit pas oublier non plus qu'à cette époque le nationalisme ne se limite pas à la bourgeoisie. Peu à peu il s'inscrit dans la masse paysanne maintenant mieux disposée par la crise agricole à accepter son message. En effet il semble qu'il y ait une relation étroite entre le phénomène de l'enracinement des idées nationales dans le peuple et la dégénérescence de l'agriculture du Bas-Canada, qui affecte également les professions libérales et les petits commerçants. Quand le paysan est misérable, comment peut-il payer ses achats chez le marchand général et les honoraires du notaire, de l'avocat et du médecin ? Quand une population dans son ensemble voit ses structures traditionnelles s'affaiblir, il n'est pas étonnant qu'elle cherche le responsable, vrai ou faux, de ses malheurs. Dès lors elle se montre particulièrement sensible à l'égard de tout ce qui peut, d'une façon ou d'une autre, accroître son instabilité. Au sein d'une telle conjoncture, les phases de détente ou de tension politique et sociale épousent dans une large mesure les déficits ou les surplus de la production agricole. Or, de 1826 à 1837, le Bas-Canada n'enregistre plus que deux années de surplus. Ajoutons à cela l'immigration massive qui arrive des îles britanniques et le manque de terres, alors on comprendra l'anxiété croissante qui règne dans le peuple jusqu'à la rébellion de 1837. N'eut été l'effet réparateur du commerce du bois et de la construction navale, il est certain qu'on eut assisté à une dépression économique beaucoup plus grave. On pourrait presque prétendre que ces deux formes d'activité économique, édifiées par la bourgeoisie grâce aux tarifs protecteurs, ont sauvé le régime britannique au moment de notre première grande aventure séparatiste.

Sur ce fond de scène peu réjouissant, les revendications nationales prirent vite une âpreté qui, auparavant, ne se manifestait qu'occasionnellement. Il s'ensuivit un changement radical dans les relations entre les deux groupes ethniques. La fondation du *parti patriote*, au moment où s'opérait cette transition, traduit une volonté farouche de protéger à tout prix l'héritage traditionnel. Tout incident mettant en cause des divergences culturelles ou des intérêts opposés prend alors, quelle que soit son importance réelle, des proportions démesurées. Même les événements extérieurs, telle la révolution parisienne de 1830, suscitent des réactions explosives. Certes le libéralisme a fait des progrès énormes dans la bourgeoisie; mais la poursuite d'objectifs proprement libéraux se subordonne plus que jamais à l'issue de la lutte qui se livre contre l'Anglais. Des institutions, dont on serait prêt à redéfinir le rôle en fonction des exigences de la liberté, s'inscrivent désormais comme des valeurs intangibles. La promotion de l'esprit laïque elle-même devient fonction de cette lutte qui mobilise toutes les énergies. Bien sûr certains hommes continuent, au milieu de cette situation troublée, à rechercher la voie du compromis quand ce n'est pas celle de la compréhension; mais leurs appels restent vains. D'autres, au contraire, passent dans le camp de l'adversaire et du même coup ils se méritent le titre peu envié de *chouaguen*. Toute déviation idéologique, même minime, fait figure de trahison.

Ce n'est pas que ce sentiment national qui s'exprime dans la violence, ne renferme pas de ferments de libération intérieure. Les patriotes ne cessent de crier leur désir de rénover leur société de fond en comble. Ils parlent d'une génération matérielle et morale de la nation canadienne-française, écrasée, disent-ils, sous le poids de la persécution, des privilèges de toutes sortes octroyés aux Britanniques et d'un colonialisme dévalorisant. Bientôt les patriotes affirment leur croyance en la démocratie. A leurs yeux, seule l'implantation de la liberté démocratique paraît capable d'asseoir l'avenir de la nation. Le programme nationaliste ne se contente pas d'appeler les institutions démocratiques à son aide, il préconise soit une autonomie très large à l'intérieur de l'Empire, soit l'indépendance totale.

Evidemment les chefs patriotes, du moins la plupart d'entre eux, ne sont pas encore des révolutionnaires irréductibles. Au début, ils ont la conviction de pouvoir réaliser leurs objectifs sans avoir à recourir aux armes. C'est pourquoi ils se bercent

de la douce illusion d'obtenir, par l'obstruction politique et par l'agitation verbale, toute la liberté dont ils ont besoin pour reconstruire leur société à neuf. Mais l'Angleterre pouvait-elle accepter l'établissement d'une république canadienne-française sur les bords du Saint-Laurent? Ce n'est pas seulement le système colonial qui se trouvait en jeu dans cette entreprise; c'était aussi le sort du Haut-Canada et celui de la minorité britannique du Bas-Canada qui préoccupait la métropole.

Peu à peu certains chefs patriotes se rendirent compte de la nécessité d'une action révolutionnaire. Quant aux autres, ils restèrent fidèles à leur formule primitive. Mais le jour vint où l'Angleterre décida de trancher définitivement ce débat. Après les résolutions de Russell au printemps de 1837, les patriotes se trouvèrent subitement devant l'alternative suivante: prendre les armes pour soutenir leurs prétentions ou, dans le cas contraire, abandonner tout simplement leurs réclamations. A l'automne 1837, l'insurrection éclatait dans le Bas-Canada.

Quel jugement doit-on porter sur les événements révolutionnaires des années 1837 et 1838? Ces insurrections, qui produisirent beaucoup plus de victimes qu'elles ne suscitèrent de héros, se traduisirent par un échec assez lamentable. Certes on peut expliquer cette faillite par les déficiences même de l'organisation révolutionnaire, par les rivalités — sources de scissions — qui existaient entre les chefs avant et pendant la prise d'armes, par certaines lâchetés individuelles ainsi que par la localisation du mouvement; on pourrait aussi parler de l'influence décisive du clergé, mais, quelle que soit l'importance capitale de ces faits, on ne saurait les retenir comme explication ultime.

En réalité, l'explosion de 1837 n'était pas l'expression de la vitalité intense de la société canadienne-française. Elle tenait trop aux malaises passagers du temps et à certains intérêts immédiats pour devenir l'occasion de conquêtes permanentes. L'option révolutionnaire ou, ce qui revient au même, l'option de l'indépendance s'étaient développées à la faveur d'une longue période de difficultés économiques dont la solution réelle comportait une restructuration complète de la société canadienne-française. Aucune des réformes essentielles dictées par cette conjoncture défavorable ne nécessitait, pour se réaliser, une séparation de l'Empire britannique ou même une autonomie très large. Au contraire, la plupart de ces transformations dépendaient d'une volonté interne de reconstruction qui, pour réussir, de-

vait prendre appui sur certains cadres que fournissait l'Empire. La révolution des techniques agricoles n'était en aucune façon entravée par le contexte colonial ; sans ce dernier elle n'avait plus la même raison d'être. Il en est ainsi du phénomène global de l'infériorité économique des Canadiens français, qui prit vraiment toute sa signification pendant cette période. Elle avait sa source dans les structures éducatives de la société et dans la mentalité des individus. De même l'adaptation au parlementarisme chez le peuple et la formation d'élites politiques dépendaient avant tout du dynamisme interne de la collectivité canadienne-française. Avec un minimum d'éducation politique et avec une élite plus consciente, *Jean-Baptiste* n'aurait certainement pas voté aussi longtemps contre les bureaux d'enregistrement et contre la canalisation du Saint-Laurent.

Finalement qu'auraient valu en 1837 l'indépendance et la démocratie pour une population illettrée, sans bourgeoisie d'affaires, encadrée par des institutions à caractère médiéval et, au surplus, vivant d'une agriculture déficitaire et cela en raison de ses techniques arriérées ? En se fermant le marché anglais, résultat inévitable de l'indépendance et de l'abolition du système préférentiel à une époque où le marché américain offrait très peu de possibilités, les Canadiens français se vouaient à une longue période de sous-développement sans compensations possibles, qui aurait infailliblement stérilisé tout effort sérieux pour implanter les institutions démocratiques et aurait laissé le champ libre à une théocratie. Il est clair qu'en définitive la révolution aurait servi les intérêts immédiats des professions libérales, sans apporter une solution à leurs problèmes fondamentaux, et donné naissance à un nouveau *pacte de famille* sans traditions bourgeoises et administratives véritables. Les protagonistes de l'indépendance à l'époque de 1837 croyaient trop aux vertus abstraites de la démocratie et pas suffisamment aux valeurs concrètes qui la fondent. Il eut été extrêmement curieux de voir fonctionner le gouvernement responsable sous Pierre Bédard et la démocratie sous Papineau.

C. *Le courant annexioniste (1840-1896) :-*

L'échec de la rébellion força le nationalisme canadien-français à perdre de sa rigidité et à s'ouvrir à certains compromis auxquels il s'était refusé jusqu'alors. La crainte d'un retour à

l'expérience angoissante qu'avait constitué la révolution autant que le transfert de la direction politique en des mains plus réalistes expliquent ce réajustement. En effet les chefs politiques les plus marquants éprouvèrent la nécessité de consentir, s'ils voulaient sortir de l'imbroglie créé par la crise séparatiste, à certaines réformes majeures. Ces concessions, plus ou moins volontaires selon les groupes d'individus, faites à l'esprit capitaliste vont permettre notamment la mise en oeuvre d'une politique d'investissements massifs dans l'équipement économique, en particulier dans la canalisation du Saint-Laurent. En moins de dix ans et cela grâce aux leçons tirées des événements de 1837, le Canada-Uni édifiera son réseau de canaux qui le mettra en mesure de profiter de la longue phase de prospérité qui débute en 1851 pour se terminer en 1873. Ce sens du compromis affiché par Lafontaine, en plus de rendre possible une certaine collaboration entre les deux groupes ethniques, favorisa l'expansion d'une économie canadienne relativement indépendante des Etats-Unis. Cette volonté de conciliation autour de certains intérêts proprement généraux, à défaut parfois d'une attitude plus positive, est un des traits essentiels du nationalisme canadien-français tout au long de la seconde moitié du 19^e siècle. Qu'elle n'ait pas été l'apanage de tous, cela n'infirme en rien l'existence de cette tendance dominante. Les coalitions Lafontaine-Baldwin, Macdonald-Cartier, Macdonald-Langevin-Chapleau répondaient à cet état d'esprit qui, en fin de compte, reflétait la montée progressive d'une conscience canadienne. La *Confédération*, telle que bâtie en 1867, appartient à cette conjoncture qui, sans doute appelait la reconnaissance d'une diversité, mais exigeait plus encore l'établissement d'un gouvernement central fort.

Le nationalisme canadien-français ne s'est pas porté dans une seule direction. En pénétrant dans le clergé au cours de la décennie qui précède la rébellion, il accédait à de nouvelles sources d'inspiration conformes à l'héritage théocratique du passé. Au contact d'un ultramontanisme en voie d'expansion à la fois chez les clercs et chez les laïcs, l'idéologie nationaliste, déjà fortement appuyée sur des prédicats cléricaux nonobstant ses attaches libérales, allait s'imprégner d'une pensée éprise de conservatisme social, politique et économique. Le renforcement de la puissance cléricale après 1840, conséquence directe de la faiblesse de la bourgeoisie, a exercé une action décisive sur la pensée nationaliste. Non seulement l'idéologie s'arme contre toutes les mani-

festations de libéralisme et contre les appels aux conquêtes matérielles mais elle poursuit des desseins plus directs. En empruntant au nationalisme de l'époque précédente le mythe compensateur de la vocation agricole des Canadiens français, le nationalisme clérical ne prêchait pas seulement dans l'abstrait. Il cherchait une solution à des problèmes concrets, tels l'exode rural et l'émigration aux Etats-Unis. La faiblesse de cette prise de conscience du péril démographique, c'est d'avoir défini l'idéologie uniquement en termes d'agriculture et de colonisation. Alors que pour le reste du Canada la construction des chemins de fer était une étape indispensable en vue de l'industrialisation future du Canada, la majorité des Canadiens français pensaient les réseaux ferroviaires en fonction de l'établissement des colons. Sans doute la colonisation était-elle une solution temporaire, valable à certains moments, mais l'ampleur qu'on lui a donnée a contribué à masquer la possibilité de solutions plus fructueuses à long terme, notamment une redéfinition plus réaliste du rôle de l'agriculture et une adaptation positive aux structures commerciales et industrielles du Canada. Quels que soient les motifs, intéressés ou autres, responsables de cette évolution de l'idéologie clérico-nationaliste, il paraît évident qu'elle tendait à enfermer l'ensemble de la population dans un monde stationnaire appelé à ne progresser qu'à un rythme extrêmement lent. Sans accorder trop d'importance à l'influence de ces pressions idéologiques, on doit cependant dire qu'elles limitaient sérieusement les possibilités d'adaptation et d'affirmation du groupe français dans la société canadienne.

Cette forme de nationalisme, au reste très favorable à l'isolationisme culturel, n'avait cependant, pour étrange que cela paraisse, aucune propension au séparatisme. A cette époque, l'ennemi, c'est de moins en moins l'*Anglais*; c'est bien davantage le *libéral*, c'est-à-dire l'homme qui désire inscrire au niveau des institutions et de la société une vision pluraliste du monde. Quand l'ennemi est dans les murs, on accorde beaucoup moins d'importance aux périls extérieurs. Finalement cette orientation du nationalisme vers une conservatisme sans rémission sera favorable à l'aménagement de compromis qui rendirent la coexistence entre les deux races une entreprise assez réussie.

Est-ce à dire que, pendant tout ce temps, l'option séparatiste ait été reléguée dans l'oubli ? Il est vrai que l'échec de la rébellion avait porté un dur coup à un nationalisme fortement entaché

de libéralisme. Mais cela ne signifiait pas la mort du courant libéral qui, bien qu'affaibli, survécut au mouvement révolutionnaire. Certaines défections, très nombreuses même, se produisirent dans la vieille garde ; mais, à l'ombre de la crise qui accompagna la révolution commerciale des années 1846 à 1850, le mouvement libéral regagna une partie de sa vitalité. Cette résurrection coïncida avec un renouveau de ferveur séparatiste. En effet l'abolition rapide des tarifs préférentiels provoqua une inquiétude profonde chez les capitalistes qui attribuaient les difficultés économiques présentes aux changements apportés à la politique commerciale anglaise. Ayant perdu tout espoir de pouvoir supporter la concurrence des Etats-Unis sur le marché international, nombre de commerçants en arrivèrent à se dire qu'après tout il valait peut-être mieux s'intégrer à l'économie américaine. C'est au coeur même de cette conjoncture au sein de laquelle se perpétue la crise agricole dans le Bas-Canada, que se produisit la crise annexioniste de 1849 qui rallia les libéraux radicaux, les nationalistes extrémistes et une fraction de la bourgeoisie capitaliste. Mais la crise économique en était une de croissance et, quelques années plus tard avec le retour à la prospérité, les hommes d'affaires reprirent confiance en l'avenir du Canada. Le courant annexioniste, toujours vivace parmi les professionnels, perdait en même temps son moteur le plus puissant.

Pendant les nationalistes libéraux, groupés autour de l'Institut *canadien*, continuèrent la lutte en faveur de la laïcisation des cadres de la société canadienne-française et en faveur de l'annexion aux Etats-Unis. L'aile gauche nationaliste n'était pas seulement opposée au contrôle clérical, elle préconisait aussi un ensemble de réformes économiques et sociales qui visaient à démocratiser les structures du Canada français. Quant à l'annexion aux Etats-Unis, mesure qui n'était partagée que par les esprits les plus doctrinaires, elle s'inspirait du désir de mieux axer l'avenir du Canada sur ses traditions et ses destinées nord-américaines. Pour ces tenants du nationalisme libéral, l'ennemi, c'était toujours l'Angleterre dont on redoutait l'influence et les desseins. L'attitude de certains libéraux avant et au moment de la *Confédération* révèle que la haine pour l'Angleterre était devenue chez plusieurs une véritable obsession qui continuera à hanter beaucoup de nationalistes au 20^e siècle.

En réalité, le nationalisme libéral ne rallia jamais la masse ;

s'il prit des proportions considérables dans les moments de crise, il n'obtint jamais l'appui de la majorité. Certes l'esprit de parti contribua à en faire une puissance agissante capable de mobiliser l'ensemble des forces ultramontaines contre lui ; mais il reste que ce courant ne parvint à recruter ses adhérents que parmi la jeunesse et les professions libérales. Jeunesse et pauvreté des débuts de carrière qui parfois se prolongent ; telles furent les principales caractéristiques de la majorité de ceux qui joignirent le mouvement libéral du temps. C'est pourquoi ce dernier ne constitua jamais une vague de fond susceptible de disloquer l'organisation traditionnelle. D'ailleurs le renforcement progressif de la puissance cléricale et la montée continue du sentiment national à l'échelle du Canada vouaient le nationalisme libéral à n'être finalement que l'expression d'une minorité remuante. Pour que le parti, qui était censé représenter au niveau politique les objectifs de ce mouvement, puisse gagner la faveur populaire, il était nécessaire qu'il perde nombre de ses options doctrinaires. Cette transformation du programme libéral fut l'oeuvre d'un esprit réaliste, Wilfrid Laurier. C'est d'abord l'annexion aux Etats-Unis et le libre-échange qui furent écartés des projets à long terme du parti. Les mesures laïcisantes ayant trait à la Province de Québec furent aussi mises de côté. Était-il souhaitable qu'un parti politique de caractère national maintint dans son programme des réformes de nature proprement locale ? Aussi Laurier abandonna-t-il aux libéraux provinciaux le soin de promouvoir une transformation des institutions particulières au Québec. En réalité, depuis 1886, une évolution similaire s'était produite à l'échelon provincial. C'est pourquoi le nationalisme libéral pouvait de moins en moins espérer jouer un rôle politique important. Il y eut encore des libéraux fidèles aux doctrines libérales mais on ne peut plus désormais les considérer qu'à titre de francs-tireurs. Il en fut ainsi de l'option annexionniste, elle demeura l'affaire d'individus isolés ou groupés en des entreprises sans véritables lendemains.

D. *Le séparatisme dans le contexte industriel (1896-1962) :-*

Tout en conservant plus ou moins longtemps ses caractéristiques anciennes, le nationalisme canadien-français se voit progressivement confronté, dès la fin du 19^e siècle, avec certaines réalités nouvelles, notamment avec le renouveau des tendances

impérialistes et surtout avec l'éclosion progressive d'une société industrielle. En effet, les conceptions impériales, issues vers 1850 de l'adoption du libéralisme économique, avaient été favorables à l'accroissement de l'autonomie des colonies à l'intérieur de l'Empire. Pendant près de quarante ans, la métropole s'était montrée réceptive aux demandes d'un Canada désireux d'augmenter sa liberté d'action. Or, il sembla dès 1890 que les rivalités entre les impérialismes européens entraînaient l'Angleterre à vouloir associer davantage ses dépendances aux risques que comportaient ses entreprises internationales. Vers le même temps, le Canada en arrivait à être plus sensible aux réalités internationales. Pouvait-il se désintéresser, maintenant que son économie obéissait davantage à la conjoncture extérieure, de ce qui se passait dans le monde ? Les hommes politiques allaient-ils proclamer l'indifférence absolue de leur pays face aux problèmes qui agiteraient l'Occident ? L'heure était donc aux décisions nuancées et réalistes.

Cette ré-orientation de la politique de la Métropole ne suscita pas que des inquiétudes légitimes, elle réveilla la vieille haine anti-anglaise qui, depuis l'épreuve révolutionnaire de 1837, sommeillait au fond de la conscience canadienne-française mais qui n'avait cessé de s'exprimer parmi les nationalistes libéraux et chez leurs héritiers directs ou indirects. Le nationalisme canadien-français traversa alors une de ses phases longues d'exaltation qui dura malgré ses oscillations fréquentes jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Sensibilisée aux difficultés économiques, cette tendance extrême du nationalisme le fut bien davantage aux événements et aux mesures militaires. Evidemment l'anti-impérialisme des uns ne se comprend pas sans l'impérialisme excessif des autres ; mais on doit bien penser qu'il obéissait à des forces internes susceptibles de se libérer à la moindre excitation extérieure. Sans doute certains politiciens ont-ils cherché à utiliser ces préventions à leur profit mais ils ne les ont certainement pas créées de toute pièce. On peut cependant prétendre que l'intériorisation du péril impérialiste et la violence qui en est résultée ont eu comme conséquence, en soulevant les préjugés ethniques, de poser des obstacles presque insurmontables à une compréhension de ce qu'étaient réellement les deux derniers conflits mondiaux. Il reste que cette tendance du nationalisme canadien-français n'a pas affecté également tous les individus. Malgré l'âpreté des débats et les réactions hostiles, les Canadiens

de toutes nuances sont néanmoins parvenus à découvrir le joint par où fusait un certain esprit de solidarité. D'ailleurs cette forme de nationalisme n'eut pendant très longtemps aucune propulsion au séparatisme ; elle était encore tributaire du grand courant qui appelait, par delà les divergences culturelles, " l'unité nationale ".

La lutte acharnée menée contre l'impérialisme anglais a contribué dans une certaine mesure à détourner l'attention des Canadiens français du vaste problème que posait à leur société la marche rapide de l'industrialisation et de l'urbanisation. Tant que dura la grande prospérité qui débuta en 1896 pour se perpétuer sans transition jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, le Canada français ne réalisa que secondairement l'ampleur des défis qu'il aurait à rencontrer pour s'ajuster au rythme de croissance de l'économie canadienne : à moins qu'on ne considère le mouvement anti-impérialiste comme l'expression détournée du malaise issu de cette entrée dans l'âge industriel. L'aménagement des centrales hydro-électriques, le développement du secteur minier, l'exploitation de la pulpe et du papier, dans un moment favorable à l'afflux de capitaux britanniques et américains, révéla plus encore le faiblesse économique de la portion française de la population. Malgré les progrès accomplis depuis 1840, la société canadienne-française n'avait ni les cadres techniques ni les effectifs capitalistes et scientifiques qui lui auraient permis de jouer un rôle important dans la mise en valeur des ressources naturelles de la province. Le manque d'audace, l'individualisme étroit, la propension aux investissements dans les secteurs assurés, la difficulté de voir à long terme comme l'esprit de routine et les goûts somptuaires étaient des traits qui se retrouvaient chez la majorité des hommes d'affaires. Les heureuses exceptions, et il y en eut plusieurs, étaient par trop rares. Elles suscitaient bien l'admiration mais servaient peu d'exemples. De plus le gouvernement n'était pas vraiment une puissance agissante. Il en fut ainsi des élites qui n'avaient ni l'entrain ni la lucidité nécessaires pour combler les lacunes essentielles du système éducatif et promouvoir une révision des valeurs culturelles. En somme l'idéologie et la mentalité étaient nettement en retard sur le progrès matériel. Aussi cette société renommée par l'abondance de main-d'oeuvre à bon marché et pour l'excellent recrutement des professions libérales, se montra-t-elle particulièrement vulnérable

aux conditions défavorables qui prévalurent au cours de *l'Entre-deux-guerres*.

La récession inter-cyclique qui commence en 1920, bien que coupée par la remontée des années 1926 à 1929, affecta au plus haut point la société canadienne-française. Les malaises qui en résultèrent ne furent pas l'apanage exclusif du Québec ; tout le Canada en souffrit : les fermiers de l'Ouest, ceux de l'Ontario, les classes ouvrières. Le déséquilibre préparé par la crise militaire et accentué par la crise économique de 1920 réveilla les tendances de gauche. Face à une société aménagée selon les lignes de force imposées par le capitalisme libéral, le prolétariat agricole et ouvrier prétendit exercer une action collective en dehors du syndicalisme. La fondation du *parti progressiste*, quand les deux grands partis éprouvaient le besoin de redéfinir leurs objectifs, traduisait une volonté ferme d'influer à l'échelon national sur l'adoption de mesures économiques et sociales. Mais, en dépit de leur montée fulgurante, les forces progressistes ne parvinrent pas à s'enraciner dans le contexte politique canadien. La reprise économique marqua bientôt le caractère transitoire de cette explosion politique et sociale. Un autre sort était réservé au nationalisme canadien-français.

Dans le Québec, le malaise était beaucoup plus profond. En plus des difficultés économiques présentes prolongeant les tensions provoquées par la situation militaire, il reflétait l'adaptation du Canada français aux structures capitalistes nouvelles. C'est pourquoi on assista, dès la fin de la guerre, à un effort de rénovation de la pensée nationaliste. A cette occasion, on procéda dans certains milieux nationalistes à un examen du contenu de la conscience nationale. De même on s'interrogea sur les perspectives d'avenir. On en vint assez vite à la conclusion qu'un réalignement des forces nationales s'imposait. L'anti-impérialisme, auquel on n'était pas insensible mais qui, en fin de compte, ne menait qu'à proclamer l'unité nationale, parut une attitude incomplète. La source du mal était-elle bien là ? Reprendre contact avec le passé, en dresser le bilan, dégager les traits permanents de notre évolution et édifier l'avenir en fonction de valeurs nationales revivifiées, telle fut, semble-t-il, la démarche essentielle du courant nationaliste le plus actif de l'après-guerre. Mais une telle entreprise ne pouvait secouer et rallier finalement les individus et la masse que si elle suscitait un mouvement de fierté nationale. L'abbé Groulx, la figure la plus marquante de

ce groupe, en était aussi l'historien écouté. Jamais l'histoire n'aura acquis une telle importance au sein d'une aile nationaliste.

Cet effort de réorganisation de la pensée et des objectifs nationalistes allait-il suffisamment dans le sens de l'évolution du Canada ? N'était-il pas trop tributaire d'un passé qui enseignait un certain refus des valeurs matérielles et la démission des laïcs face à un cléricisme envahissant ? Ce courant d'allure traditionaliste, bien qu'inspirateur d'un renouveau de vitalité collective, ne prenait pas suffisamment appui sur les réalités industrielles contemporaines. Certes il ne fut pas étranger aux questions sociales : mais il ne semble pas, en raison même de ses options fondamentales, les avoir comprises dans la perspective qui leur était propre.

Encore une fois le nationalisme allait déboucher, au sein d'une conjoncture économique difficile, sur l'option de l'indépendance et du séparatisme. Dès 1923, le R.P. Ceslas Forest se chargeait d'exprimer l'idéal commun à tout un groupe d'intellectuels : " Nous comprenons enfin la nécessité de séparer notre destinée de celle des peuples qui nous entourent et de l'orienter librement dans le sens de nos traditions. Cette séparation ira-t-elle jusqu'à l'autonomie politique ? Les esprits les plus clairvoyants et les plus sérieux le prédisent, le souhaitent, le proposent même comme l'idéal vers lequel doivent converger tous les efforts ". (2) Cet idéal continua à faire son chemin parmi les intellectuels et la jeunesse. Il résista même à la reprise économique des années 1926 à 1929. Mais par la suite, au coeur même de la grande crise et du vieillissement du régime Taschereau, le mouvement séparatiste traversa une phase de vitalité exceptionnelle. En effet le climat qu'engendra la crise fut particulièrement propice à la perception brutale de certaines réalités dévalorisantes pour la collectivité canadienne-française. C'est d'abord, comme l'écrit André Laurendeau dans la revue *Maclean*, (3) la faiblesse de la présence canadienne-française au niveau des institutions fédérales et, ensuite, le phénomène décisif de l'infériorité économique et, ce qui est plus, "l'admission que cette dépendance est une maladie grave". Le *Jeune-Canada*, qui recrute ses effectifs parmi la jeunesse et certains intellectuels, ne se contente pas

(2) Cité par Bruno Lafleur, dans *En marge des "Essais sur le Québec contemporain"*. *Revue de l'Université Laval*, vol. VIII, No 7, 1954, p. 9.

(3) *Le Magazine Maclean*, janvier 1962, p. 3.

d'observer le mal mais il désire le guérir. A part l'indépendance, c'est "l'achat chez nous" et l'étatisation des "trusts" qui sont les solutions privilégiées. Il y a aussi le groupe de la *Nation*, dirigé par Paul Bouchard, qui, tout en se rattachant à Maurras, cherche ses solutions du côté d'un national-socialisme de droite. Ici l'accent est mis sur le renforcement du rôle de l'Etat. Cette poussée séparatiste, fruit des circonstances pénibles qui prévalaient alors et de la prise de conscience de la situation économique des Canadiens français, perdit de son élan à mesure que s'amorça le redressement économique. Comme le dit André Laurendeau : "Les idées de cette époque étaient moins cohérentes, et plus étroitement soumises, peut-être, aux circonstances et aux hommes". Cette explication, pour partielle qu'elle soit, renferme cependant une part de vérité. Il y aura bien, au cours des années 1942-45, un regain de ferveur à l'endroit de l'indépendance ; mais encore là il ne s'agissait que d'une réaction suscitée par la conjoncture militaire et par le problème immédiat de la conscription. En réalité, pas plus qu'auparavant, l'idée séparatiste ne représentait une tendance essentielle de notre évolution. Elle ne rejoignait qu'une minorité sans toucher les éléments les plus directement intéressés par les conséquences de cet engagement. En fait et cela, depuis de nombreuses années, l'heure n'était pas à l'indépendance mais à l'autonomie.

Depuis 1920, les relations fédérales-provinciales avaient pris une tournure différente. La *Confédération* avait été réalisée en fonction de circonstances historiques qui appelaient la création d'un gouvernement central fort. Or, la situation responsable de cette orientation se prolongea jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Les canaux du Saint-Laurent, la construction d'un réseau ferroviaire de même qu'une politique commerciale protectionniste visaient à établir les fondements industriels de la nation canadienne. Ces objectifs ne furent atteints qu'à la veille de 1914. La guerre elle-même accentua le rôle du gouvernement central. Mais l'industrialisation accélérée des deux décennies précédentes avait contribué à jeter les bases d'économies régionales ayant leurs besoins particuliers. Les difficultés économiques de l'après-guerre n'arrêtèrent pas ce processus. C'est pourquoi, dès cette époque, les gouvernements provinciaux virent croître de plus en plus leurs responsabilités. C'est en prenant appui sur cette évolution à long terme que les tendances autonomistes s'affirmèrent à travers tout le Canada. Assez peu prononcées au début, elles

s'enracinèrent d'une année à l'autre. L'esprit autonomiste n'est donc pas une invention de Hepburn et de Duplessis ; ces deux hommes eurent cependant l'habileté et le réalisme de saisir l'importance de cette attitude.

La position autonomiste allait donc se substituer à celle beaucoup plus aléatoire et contraignante du séparatisme. D'ailleurs la population canadienne-française était loin d'être prête à une telle aventure. Puis vint la guerre avec son cortège habituel de réactions hostiles et avec elle aussi la prospérité. Défait aux élections de 1939 pour avoir tenté de reprendre à son compte l'opposition au militarisme, Duplessis regagna néanmoins le pouvoir au scrutin suivant. Il inaugura ainsi, à un moment où la majorité croyait à un retour imminent de la crise, seize longues années pendant lesquelles lui et son parti l'*Union nationale* dirigeraient la vie du Québec. Sous ce gouvernement profondément conservateur, au milieu d'un climat de prospérité, le nationalisme s'identifia à l'option autonomiste comme il s'était identifié à l'anti-impérialisme avant le premier conflit mondial.

Mais pendant ce temps, la Province de Québec réalisait peu à peu les incertitudes de sa situation en regard même du contexte industriel où elle vivait. Cette prise de conscience décisive entraîna une remise en question de l'ensemble des valeurs traditionnelles, autant dans le domaine politique et social que dans celui de la religion et de l'éducation. On ne se contenta pas de reconsidérer le passé, on procéda aussi à un inventaire des besoins. Ce n'est pas seulement le nationalisme qui a servi, comme autrefois, à éclairer cet effort de revision ; d'autres modèles contribuèrent à inspirer un plus grand éventail de solutions. Cristallisée d'abord contre le régime établi par l'*Union nationale*, l'opposition se manifesta aussi à l'endroit des classes dirigeantes. La disparition de Duplessis déclencha un mouvement de réformes appelées à se généraliser depuis l'arrivée au pouvoir du *parti libéral*. Enseignement, hospitalisation, structures politiques et administratives, tels sont les principaux objets d'attention. Mais ce mouvement de réformes, même s'il commande une certaine unanimité, ne se fait pas dans la quiétude totale. Aux difficultés inhérentes à ce genre d'entreprise viennent s'ajouter les conséquences de la récession économique qui sévit depuis 1957. Le ralentissement des affaires et le chômage ajoutent aux malaises inévitables qui accompagnent la modernisation de nos cadres. Le nationalisme lui-même n'a pas échappé à ces tensions. Encore

une fois il revient aux options séparatistes. Encore une fois ces dernières ne rallient qu'une minorité, au reste, fort disparate. L'ouvrier, l'agriculteur, le capitaliste échappent toujours à l'emprise d'une propagande bien orchestrée. Mouvement de jeunesse auquel se joignent quelques intellectuels. Ne sommes-nous pas en présence d'un phénomène déjà vu maintes fois ? N'est-il pas à prévoir qu'avec le retour à des conditions économiques meilleures, le nationalisme reviendra de lui-même à l'option autonomiste, riche de promesses mais aussi arme dangereuse quand elle est au service d'intérêts immédiats. Le Québec ne devra-t-il pas payer lui-même les frais de ses retards ? Il paraît fondamental que l'attention de la majorité se concentre sur les réformes internes à accomplir et à introduire dans les faits. Une mobilisation des énergies paraît indispensable. Une société dynamique et progressive verra-t-elle le Québec et le Canada du même oeil ? Alors saurons-nous vraiment si la Confédération a été un " marché de dupes ".

Fernand OUELLET,
Faculté de Commerce, Laval.